



**EXTRAIT DE PROCES-VERBAL
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 26 FEVRIER 2025**

Affaire n°2025-002

APPROBATION DU DEBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

L'an deux mille vingt-cinq, **le vingt-six février**, à dix-huit heures, le Conseil Municipal de Bras-Panon, sur une convocation régulière, s'est réuni en session ordinaire en la salle habituelle de ses séances sous la présidence de M. Jeannick ATCHAPA, Maire de Bras-Panon en vertu de l'article L2122-17 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

ETAIENT PRESENTS :

M. le Maire, Jeannick ATCHAPA - Mme Nina ROGER, 2^{ème} Adjointe - M. Mario EDMOND, 3^{ème} Adjoint - Mme Marie-Suzie CELEMANI, 4^{ème} Adjointe - M. Charles-André MAILLOT, 5^{ème} Adjoint - M. Anselme ANNIBAL, 7^{ème} Adjoint - Mme Marie-Andrée DAMOUR, 8^{ème} Adjointe - Mme Nadège BLAS, 9^{ème} Adjointe - M. Bertrand PICARD - Mme Anne CANAGUY - M. Jean Eric ROUGET - Mme Annie-Claude VIRAYE - M. Jean-Bernard LATCHIMY - M. Antoine CAPELOTAR - M. Frédéric STAINCQ - Mme Florence BOYER - Mme Natacha ARASTE - Mme Carole SIN-LEE-SOU - M. Bruno BERBY - M. Gilles JEANSON - Mme Marie-Line REOUTE

ETAIENT REPRESENTES :

M. Thierry HENRIETTE, 1^{er} Adjoint par M. Frédéric STAINCQ
Mme Clémentine IGOUFFE, 6^{ème} Adjointe par M. Charles-André MAILLOT, 5^{ème} Adjoint
Mme Lorraine MERGY par Mme Florence BOYER
Mme Nathalie SEYCHELLES par M. le Maire, Jeannick ATCHAPA
M. Damien LESTE par M. Jean Eric ROUGET

ETAIENT ABSENTS/EXCUSES :

M. Daniel GONTHIER
M. François PERERA
Mme Marie-France ROUGET
M. Jean-Roland RUFFIER
Mme Flavie ANNETTE
M. Jean-Michel DUFOUR
Mme Gaëlle RAMPIERE

Le Conseil Municipal désigne M. Mario EDMOND en qualité de secrétaire de séance.

Le quorum étant atteint, le Conseil Municipal peut valablement délibérer.

Le Maire prononce l'ouverture de la séance.



Séance du 26 février 2025

Affaire n°2025 – 002**APPROBATION DU DEBAT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025**

Dans les communes de 3 500 habitants et plus, le maire présente au conseil municipal, dans un délai de 10 semaines précédant l'examen du budget, un rapport sur les orientations budgétaires (ROB), les engagements pluriannuels envisagés ainsi que la structure et la gestion de la dette. De plus, dans les communes de plus de 10 000 habitants, ce rapport doit également comporter une présentation de la structure et de l'évolution des dépenses de personnel et des effectifs, ainsi que les objectifs d'évolution des dépenses réelles de fonctionnement et des besoins de financement annuels.

Le débat sur les orientations budgétaires est une étape obligatoire dans le cycle budgétaire des collectivités territoriales. Il a pour objectif premier de permettre aux élus municipaux de comprendre le projet de budget en cours de préparation en vue de son approbation mais constitue également un exercice annuel de communication et de transparence vis-à-vis de la population.

De manière synthétique :

1/ La construction des orientations budgétaires 2025 s'inscrit dans un contexte inédit dans la mesure où l'examen du projet de loi de finances (PLF) est suspendu, ce texte n'ayant pu être adopté avant le 31 décembre 2024. Le cadre qui s'impose aux collectivités territoriales est donc susceptible d'évolutions. La loi spéciale adoptée par le Parlement le 18 décembre 2024 doit permettre la perception des impôts et l'ouverture des dépenses essentielles comme prévu par l'article 47 de la Constitution.

2/ Un budget primitif qui doit jongler sur des dynamiques différentes entre les sections (tension sur le fonctionnement / retour d'un solde excédentaire en investissement). Cette donnée, ajoutée à un PPI très ambitieux impose une construction d'orientations budgétaires basée sur l'optimisation des paramètres suivants : choix de l'affectation du résultat, arbitrage entre recours à l'emprunt ou mobilisation de l'autofinancement.

En outre, comme chaque année, une vigilance particulière est portée sur l'encadrement des dépenses de fonctionnement, en expansion grâce au développement de la commune mais contraintes par un contexte financier incertain et des recettes peinant à suivre la même dynamique.

Principaux ratios financiers extraits de la construction des orientations budgétaires 2025 :

Projection du résultat de fonctionnement au CA 2024	2,11 M€
Report des excédents de fonctionnement sur les 3 derniers exercices	7 M€ - 4 M€ - 6 M€
Epargne brute (projection au CA 2024)	2,9 M€
Epargne nette (projection au CA 2024)	2,2 M€
Evolution des Dépenses réelles de fonctionnement 2022-2024	+15%
Evolution des Recettes réelles de fonctionnement 2022-2024	+12%

Ainsi le ROB 2025 et le Budget Primitif qui en découlera devraient être considérés comme des actes politiques majeurs dans la mesure où les orientations prises aujourd'hui impacteront nécessairement la vie communale demain.

La commission FINANCES/AFFAIRES GÉNÉRALES a émis un avis favorable à cette affaire le 28 janvier 2025.

Il est pris acte de la tenue du débat d'orientation budgétaire par une délibération spécifique qui doit faire l'objet d'un vote de l'assemblée délibérante.

RAPPORT SUR LES ORIENTATIONS BUDGETAIRES 2025

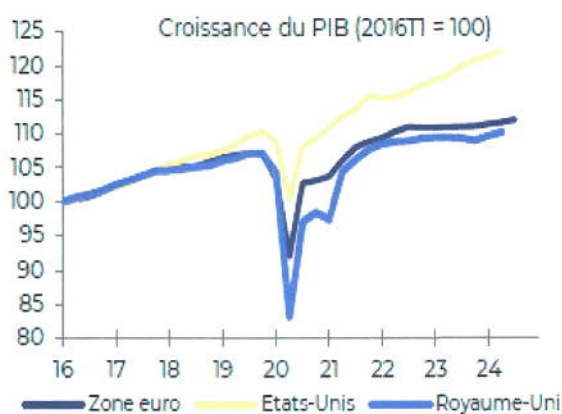
I – LE CONTEXTE ECONOMIQUE	1
A – La tendance macroéconomique mondiale et européenne	1
B – Le contexte économique français	3
C – Le contexte local	5
II – LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025	9
A – Les mesures impactant les collectivités locales	9
B – Les mesures impactant le bloc communal	10
III – LES GRANDES ORIENTATIONS POUR L'ANNEE 2025	16
A – La stratégie financière	16
B – Les résultats 2024 et leur affectation	16
C – Les prévisions budgétaires détaillées pour l'année 2025	17
D – Les indicateurs financiers	25
IV – LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL AU 01.01.2025	26
A – État de la dette au 01.01.2025	26
B – Dette par année	27
C – Emprunts nouveaux envisagés sur 2025	28
D – Évolution du besoin de financement annuel	28
V – LES RESSOURCES HUMAINES	28
A – Evolution des effectifs	29
B – Evolution prévisionnelle des dépenses de personnel	31
C – Le temps de travail	31
D – Les actions sociales	31

I – LE CONTEXTE ECONOMIQUE

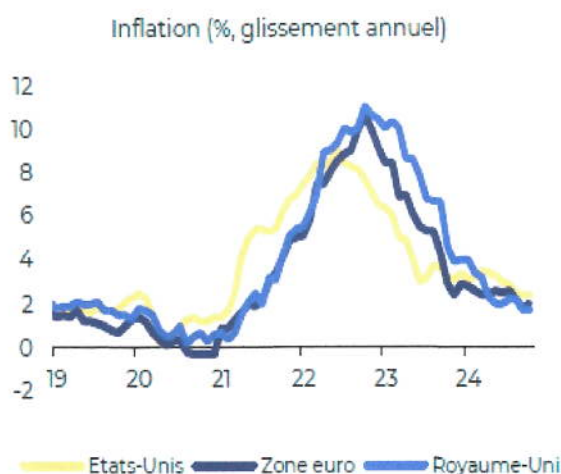
A – La tendance macroéconomique mondiale et européenne

1) Monde – Les banques centrales desserrent l'étai, le risque géopolitique monte d'un cran

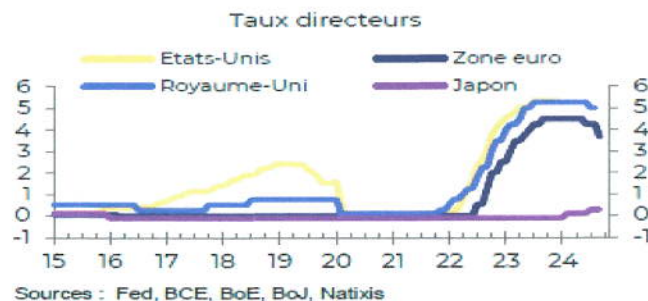
La **croissance mondiale est attendue sans véritable élan en 2024 et en 2025**, autour de 3 %, avec des dynamiques régionales très différentes. Les États-Unis continuent de surperformer et de surprendre à la hausse avec une croissance attendue proche de 3 %, tandis que la **zone Euro peine à se redresser avec une croissance qui serait inférieure à 1 % en 2024**, avec une économie allemande toujours à l'arrêt. La Chine ralentit également avec une croissance qui serait inférieure à 5 %, ce qui a conduit le gouvernement chinois à annoncer une série de nouvelles mesures de soutien à l'économie.



Sources : LSEG Datastream, Natixis



La plupart des banques centrales des pays avancés (BCE, Fed etc.) **ont commencé à desserrer l'étai du crédit** sur fond de nette décélération de l'inflation en 2024 et ce mouvement se poursuivrait : Ainsi la Banque Centrale Européenne a abaissé ses taux directeurs de 75 points de base (pbs) à 3,25 % pour le taux de dépôt et ce mouvement se poursuivrait avec une nouvelle baisse de 25 pbs attendue en décembre et un taux terminal prévu à 2,0 % en juin 2025.



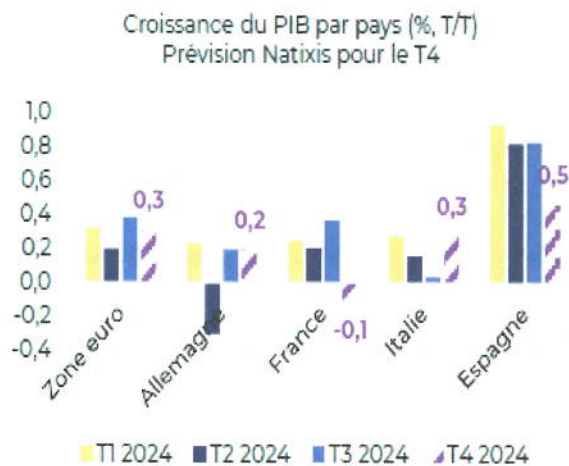
Sources : Fed, BCE, BoE, BoJ, Natixis

Le risque géopolitique se renforce par ailleurs dans de nombreux pays. L'intensification de la guerre en Ukraine et du conflit au Moyen-Orient avec un renforcement des tensions Iran-Israël en sont l'illustration. Sur le plan politique, l'élection de D. Trump fait peser le risque de la mise en place de tarifs douaniers et d'une politique plus imprévisible. En Europe, la France a un gouvernement qui ne dispose que d'une fragile majorité et la coalition gouvernementale en Allemagne présente de sérieux signes de fragilités.

2) Zone Euro – l'activité a fait mieux que prévu au 3ème trimestre, mais cela va-t-il durer ?

Scénario de croissance : une croissance du PIB de 0.8% en 2024 et de 1.3% en 2025 en zone euro :

L'activité a progressé de +0,4 % T/T au T3 en zone Euro, après +0,2 % au T2, une hausse supérieure aux attentes du consensus des économistes. La dynamique de la croissance est toutefois très hétérogène : L'Espagne continue de surperformer avec +0,8 % T/T de croissance et l'activité a accéléré en France à +0,4 % T/T, soutenue par un effet temporaire lié aux Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris. L'économie allemande a échappé à la récession technique, avec une croissance de +0,2 % T/T, tandis que l'Italie a calé, avec une croissance nulle au T3. Pour le 4ème trimestre 2024, une croissance du PIB de +0,3 % en zone Euro est anticipée, avec de nouveau une forte hétérogénéité entre pays.



Scénario de l'inflation : une inflation de 1.8% en 2025 après 2.3% et une inflation sous-jacente de 2.2% après 2.9% :

L'inflation a rebondi en octobre en zone Euro, passant de 1,7 % en septembre à 2,0 %. L'inflation sous-jacente est restée stable à 2,7 %, montrant de nouveaux signes de persistance, en particulier dans les services (3,9 %, quasi inchangée depuis le début de l'année), tandis que les prix des biens hors énergie ont légèrement accéléré, passant de 0,4 % à 0,5 % en glissement annuel. L'inflation continuera de diminuer en 2025, notamment au premier semestre en raison d'effets de base négatifs sur les prix de l'énergie, mais la baisse dans le secteur des services resterait lente.

Risques : l'élection de D. Trump fait peser un fort risque de mise en place de nouveaux droits de douanes sur les entreprises européennes : une hausse des tarifs douaniers de 10 % conduirait à une baisse du PIB d'environ -0,5 % après un an et de -1 % après trois ans.



B – Le contexte économique français

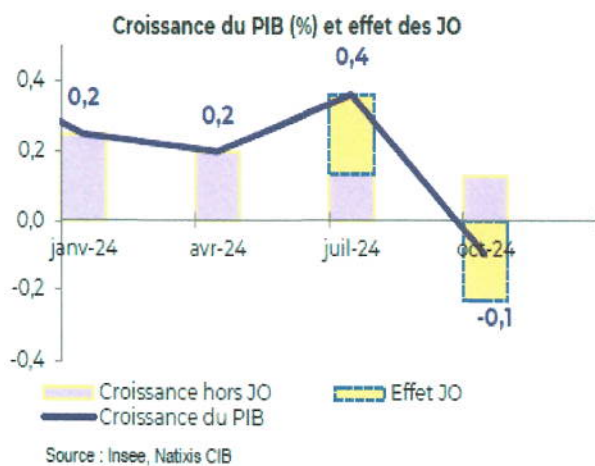
Scénario de croissance : une croissance du PIB de 1,1 % en 2024 et de 0,9 % en 2025 en France :

L'activité a progressé de +0,4 % T/T au 3ème trimestre. La croissance du PIB a bénéficié d'une impulsion temporaire liée aux JO de Paris, les ventes de billets et des droits de diffusion audiovisuelle étant comptabilisées au 3ème trimestre. L'estimation d'un effet JO de l'ordre de +0,25 points de PIB (pp) semble raisonnable, avec un contrecoup similaire à attendre au T4 (croissance attendue à -0,1 % T/T au 4ème trimestre). Pour l'année 2025, la prévision de croissance pâtit d'une impulsion budgétaire négative avec **un effort de 60 milliards € annoncé par le gouvernement**. Néanmoins il est estimé que la réduction du déficit public sera probablement inférieure à celle annoncée et que celui-ci s'établira à 5,4 % en 2025 (vs 5,0 % attendu par le gouvernement), après 6,1 % en 2024.

Scénario de l'inflation : en moyenne annuelle, une inflation (IPCH) française à 2,3 % en 2024 et 1,7 % en 2025 :

L'inflation française est ressortie en légère hausse en octobre, à 1,5 % en glissement annuel, après 1,4 % en septembre. L'inflation des services continue de baisser et l'inflation énergétique évolue désormais en territoire négatif en rythme annualisé. L'inflation des produits alimentaires et manufacturés se stabilise en rythme annualisé. La Caisse d'Epargne s'attend ainsi à ce que l'inflation française se redresse quelque peu en novembre et décembre, mais qu'elle reste inférieure à 2 %.

Risques : l'objectif de réduction du déficit public du gouvernement en 2025 est très ambitieux, avec un risque élevé de ne pas atteindre cette cible, en particulier sans majorité à l'Assemblée nationale.



Prévisions

	2023	2024	2025
PIB (MA, %)	1,1	1,1	0,9
Consommation privée (MA, %)	0,9	0,8	1,1
Consommation publique (MA, %)	0,8	2,1	1,1
FBCF (MA, %)	0,7	-1,7	-0,2
Exportations (MA, %)	2,5	1,7	1,8
Importations (MA, %)	0,7	-1,3	1,9
Commerce extérieur (contrib., %)	0,5	1,0	-0,1
Inflation IPCH (%)	5,7	2,3	1,7
hors énergie et alim. non-transf. (%)	5,5	2,4	2,0

Source : Natixis CIB

L'emploi privé présente des signes d'essoufflement :

Après +0,3 % au T1-2024, l'emploi salarié s'est stabilisé au T2-2024, montrant des signes d'essoufflement, en particulier dans le secteur privé. Alors que l'emploi public continue de progresser (+16k au T2-2024, après +21k au T1-2024), la dynamique de l'emploi privé s'essouffle (-25k au T3-2024 après -28k au T2-2024), celui-ci se situant 0,3 % sous son pic de mars 2024. Les perspectives d'emploi restent dégradées dans les enquêtes de conjoncture, celles-ci s'établissant sous leur moyenne de long terme.

La croissance des salaires est stable à +2,9 % en glissement annuel au T2 2024 comme au T1-2024, avec des hausses plus marquées dans l'industrie (+3,4 %) que dans le tertiaire (+2,8 %) et la construction (+2,8 %). Comme au trimestre précédent, les salaires augmentent plus vite que les prix, permettant ainsi une amélioration du pouvoir d'achat des ménages.

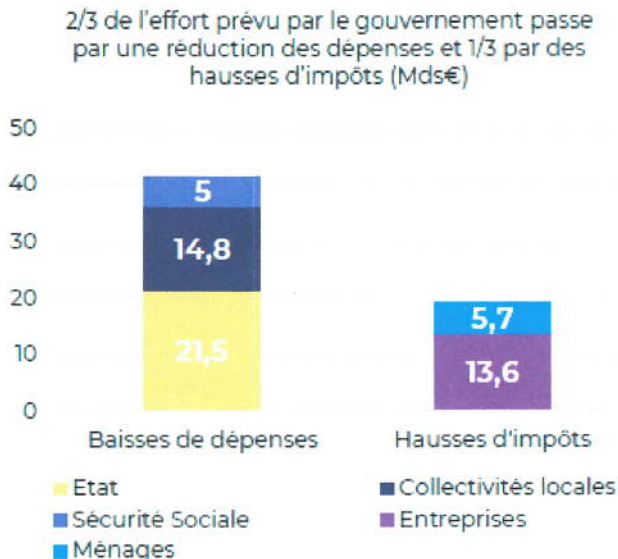
Le taux de chômage a baissé de -0,2 point au T2-2024 à 7,3 % en France (hors Mayotte), mais reste au-dessus de la moyenne européenne (5,9 % en août 2024 après 5 mois à 6 %). Le taux d'activité est resté stable à 74,5 %, son plus haut niveau historique. Néanmoins, l'embellie demeure fragile dans un contexte de ralentissement de l'activité : les craintes des ménages concernant l'évolution du chômage augmentent nettement dans les enquêtes de conjoncture, tout en restant un peu inférieures à leur moyenne de long terme.

Nouveau dérapage du déficit public en 2024 :

En 2023, le déficit public s'est élevé à 5,5 % du PIB, après 4,7 % en 2022 et contre 5,4 % annoncé par le gouvernement de François Bayrou en janvier 2025. Le creusement du déficit en 2023 s'explique par trois facteurs : une faible croissance spontanée des prélèvements obligatoires après deux années exceptionnelles post-covid ; la poursuite de baisses d'impôts pour plus de 10 milliards € ; et enfin, les dépenses publiques hors mesures exceptionnelles et hors charges d'intérêts qui ont continué d'augmenter à un rythme nettement supérieur à l'inflation.

En 2024, le déficit public devrait atteindre 6,1 % (contre 4,4 % dans le PLF et 5,5 % dans le Programme de stabilité), **ce qui marquerait un deuxième dérapage consécutif pour le gouvernement**, ce qui est inhabituel en dehors des périodes de crise.

Le gouvernement de Michel Barnier, destitué en décembre 2024, visait un effort de redressement budgétaire de 60,6 milliards € (~2 points de PIB) en 2025 pour ramener le déficit public à 5 %. Le « cocktail budgétaire » gouvernemental comprenait un effort de 41,3 milliards € de réduction des dépenses et 19,3 milliards € de hausses d'impôts avec une croissance du PIB attendue à 1,1 %.

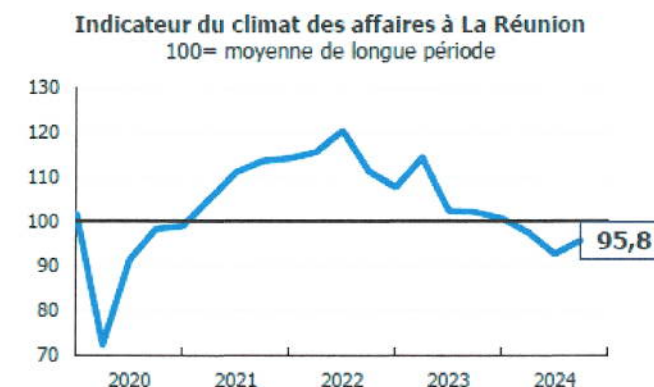


C – Le contexte local

Au niveau local, la dernière publication des tendances conjoncturelles par l'IEDOM décrit une économie réunionnaise en quête de rebond.

Un climat des affaires hésitant :

L'indicateur du climat des affaires (ICA) se redresse en effet modestement au 3e trimestre 2024. Il atteint 95,8 points, en hausse de 3,2 points. Néanmoins, il reste en deçà de sa moyenne passée, suggérant que la croissance de **l'économie reste moins dynamique**. Pour rappel, il avait décroché de 5 points au trimestre précédent. À noter, il évolue sous le seuil de 100 depuis trois trimestres consécutifs pour la première fois depuis la crise de la covid de 2020.



Tous les soldes d’opinion (à l’exception des prévisions d’effectifs au prochain trimestre) entrant dans la composition de l’ICA sont négatifs. Les soldes de gestion (trésorerie, délais de paiement et charges d’exploitation) sont les moins bien orientés, reflétant les difficultés financières d’une majorité des entreprises. Si celles-ci déclarent une dégradation continue de leurs charges depuis la crise de la covid, elles considèrent que les délais de paiement se sont allongés depuis la fin de 2023 et ont contribué à tendre leur trésorerie.

Les entreprises déclarent des prix de vente en baisse pour le deuxième trimestre consécutif, tendance cohérente avec le ralentissement de l’inflation enregistrée sur le territoire. Les chefs d’entreprises restent pessimistes s’agissant du trimestre à venir et prudents pour l’année qui vient. Les perspectives d’investissement sont majoritairement négatives. Le solde d’opinion des carnets de commande atteint son point le plus bas depuis le premier trimestre 2020.

L’inflation poursuit son repli :

L’inflation diminue graduellement à La Réunion. Les prix y progressent de 2,1 % en glissement annuel à fin septembre, après +3,4 % à fin juin. Pour rappel, dans l’Hexagone, les prix augmentent de +1,1 % à fin septembre, après +2,2 % à fin juin.



Sur un an, les prix de l’alimentation (+3,5 %) et des services (+3,0 %) connaissent les hausses les plus marquées (contribuant respectivement pour 0,6 points de pourcentage et 1,4 pp à l’évolution de l’indice des prix), suivis par les produits manufacturés (+0,6 % pour +0,2 pp de contribution). Au sein de la catégorie des services, les prix des loyers et des charges (eau et ordures ménagères) sont particulièrement dynamiques (+5,7 %).

Seuls les prix de l’énergie sont en retrait, de 1,4 % (soit une contribution de -0,1 pp), dans le sillage de la détente des cours mondiaux.

Cette baisse de l’inflation se reflète dans les déclarations des entreprises à l’enquête de conjoncture. Une majorité d’entre elles baissent en effet leurs prix de vente depuis deux trimestres consécutifs.

Un marché de l'emploi fragile :

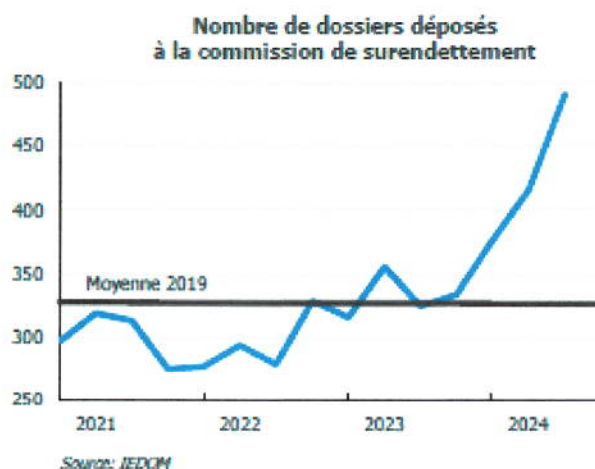
Les conditions sur le marché du travail sont globalement moins favorables depuis deux trimestres.

Les professionnels interrogés dans l'enquête de conjoncture signalent encore au 3e trimestre une baisse de leurs effectifs, mais plus modeste qu'au trimestre précédent. D'autres indicateurs sont sensiblement mieux orientés : le nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégorie A (demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi) recule ainsi de 0,4 % sur le trimestre pour atteindre 114 330 personnes.

Néanmoins, cette évolution n'est pas de nature à inverser la tendance à l'affaiblissement de l'emploi à La Réunion. Le nombre d'offres d'emploi collectées par France Travail ralentit, de près de 3 200 offres il y a un an, à environ 2 900 ce trimestre. Par ailleurs, le nombre d'intérimaires a diminué de 15,7 % sur un an.

La vulnérabilité des ménages freine la consommation privée :

Le nombre de ménages en difficulté financière continue de croître. En effet, le nombre de dossiers déposés auprès de la commission de surendettement à l'IEDOM progresse pour le 4e trimestre consécutif pour atteindre 491 dossiers (+18,0 % en variation trimestrielle). Il est supérieur de 50 % environ à la moyenne trimestrielle (324) des dossiers déposés en 2019, dernière année de référence hors crise sanitaire.

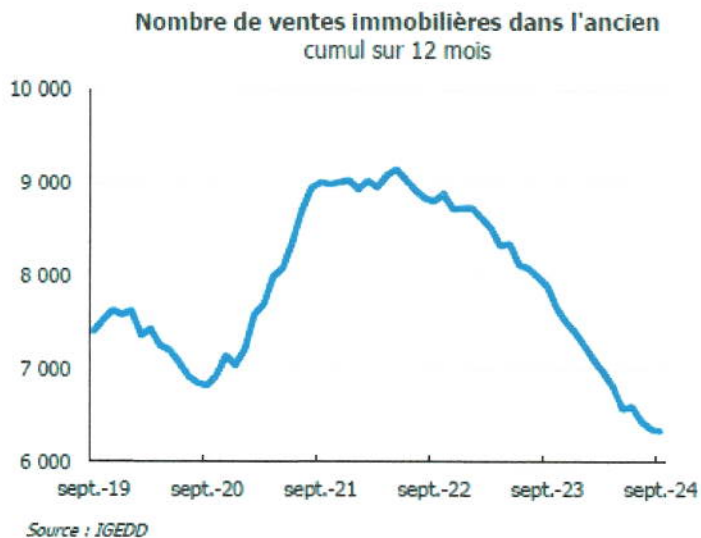


Les encours de crédits de découverts ont progressé de 23 % en valeur à fin septembre (après +2 % l'année précédente), suggérant que la trésorerie d'une partie des ménages s'est significativement dégradée.

Parallèlement, les indicateurs d'activité commerciale suggèrent que la consommation des ménages réunionnais a continué à faiblir en fin d'année. En effet, les chefs d'entreprise du secteur du commerce répondant à l'enquête de conjoncture continuent de déclarer une forte détérioration de leur activité pour le 4e trimestre consécutif. Ce ralentissement est particulièrement sévère sur certains marchés de biens, comme l'illustre le recul des ventes de véhicules neufs, mesurées par le nombre d'immatriculations, en baisse de 6,6 % en glissement annuel.

Pas de rebond de l'investissement :

Les transactions immobilières (nombre de ventes dans l'ancien) baissent de 19,7 % en cumul sur 12 mois à fin septembre, atteignant un niveau inférieur désormais à la période pré-covid. Les encours de crédits immobiliers stagnent entre juin et septembre et confirment que la reprise de l'investissement résidentiel ne s'est pas encore matérialisée.



S'agissant des sociétés, les prévisions d'investissement à 12 mois déclarées par les chefs d'entreprise répondant à l'enquête de conjoncture demeurent pessimistes. Le fléchissement des encours de crédit à l'investissement reflète cette désaffection : ils baissent de 6,7 % en glissement annuel à fin septembre, contre +5,5 % au même moment l'année dernière.

Si le nombre de défaillances d'entreprise recule de 11,4 % sur le trimestre (257 défaillances déclarées en septembre, 290 en juin), il reste à un niveau très élevé : en cumul sur 12 mois, il augmente de 44,5 % en glissement annuel, pour s'établir à 1 072 défaillances.

Des échanges extérieurs mieux orientés :

Après un fléchissement au 2e trimestre, les exportations progressent de 26,3 % au 3e trimestre. Ce redressement s'explique par la hausse des exportations des biens de consommation durables (+49,9 %) et des biens d'investissements (+151,5 %).

Le niveau des importations se stabilise sur le trimestre (+0,2 %), après un léger recul de 0,4 % au trimestre précédent. Cette évolution est le résultat, d'une part, du recul des biens énergétiques (-3,6 %), en lien avec la baisse des prix de l'énergie, et d'autre part, de la baisse des importations de biens d'investissement (-8,3 %). Néanmoins, les importations de biens de consommation durables progressent de 1,1 %, et les biens intermédiaires de 1,7 %.

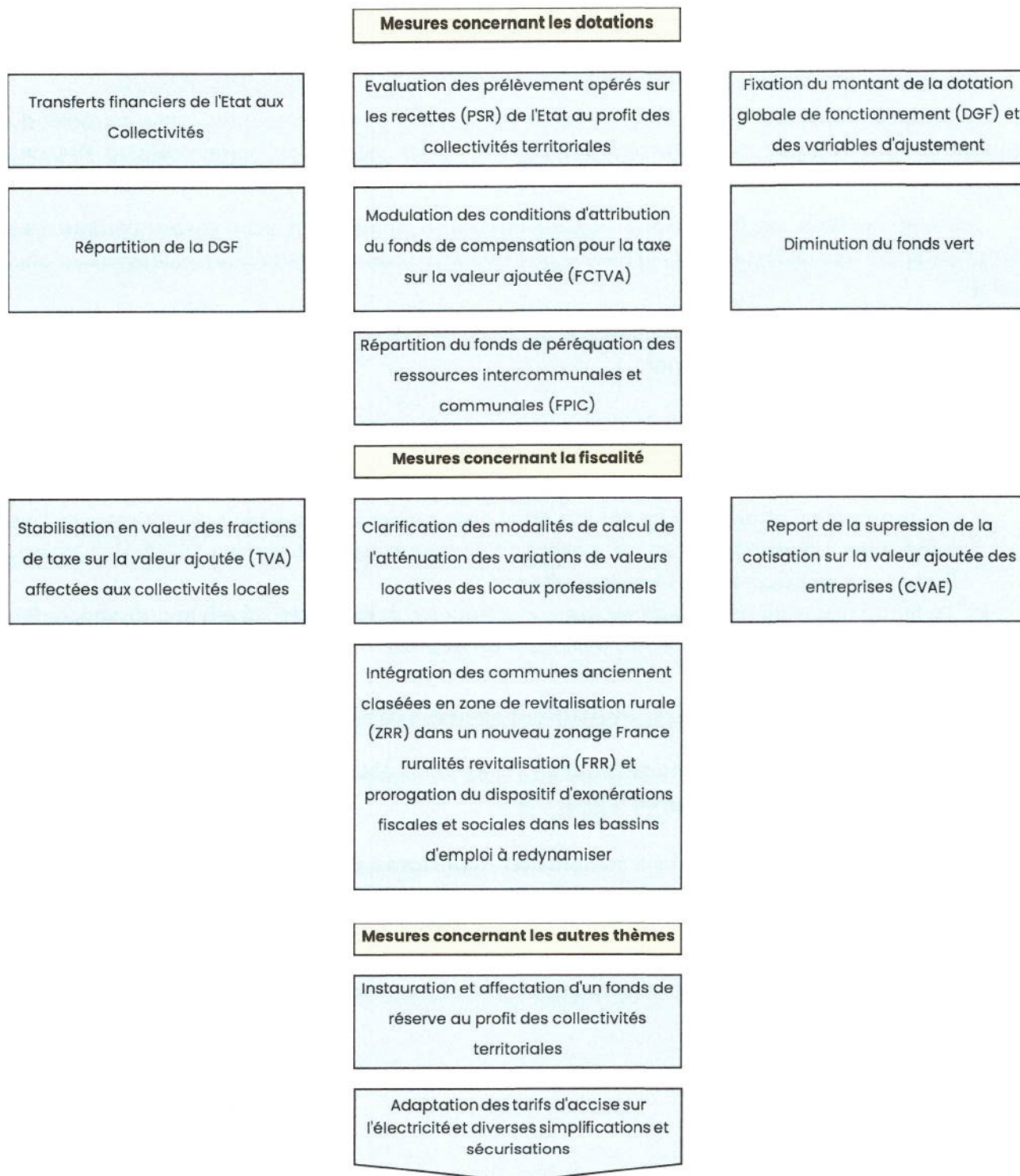
Les professionnels réunionnais restent pessimistes s'agissant de l'activité pour la fin de l'année et se révèlent prudents concernant la matérialisation d'une reprise début 2025, au regard de leurs perspectives d'investissement.

II – LE PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2025

En l'absence de vote du projet de loi de finances pour 2025 au 1^{er} janvier 2025, les principales mesures relatives aux collectivités territoriales présentées ci-dessous s'appuient sur le texte présenté en Conseil des ministres le 10 octobre 2024.

Une version actualisée sera mise à disposition à l'issue du vote des textes définitifs au cours de l'année 2025.

A – Les mesures impactant les collectivités locales



B - Les mesures impactant le bloc communal

1) Les mesures concernant les dotations

Les transferts financiers de l'État aux collectivités :

Ils incluent la totalité des concours financiers de l'État majorés des subventions des autres ministères, des contreparties des dégrèvements législatifs, du produit des amendes de police de la circulation et des radars, le nouveau fonds d'accélération de transition écologique, ainsi que la fiscalité transférée et le financement de la formation professionnelle.

Ils seraient évalués à 104,5 Mds € en 2025 soit en diminution de -1,8 Mds € par rapport à 2024.

Les concours financiers de l'État et les PSR (prélèvements sur les recettes de l'État) :

Ils totalisent tous les PSR de l'État au profit des collectivités locales ainsi que les crédits du budget général relevant de la mission Relations avec les collectivités territoriales, la TVA des régions.

Les PSR de l'État en faveur des collectivités représentent une part prépondérante des concours financiers de l'État (83 %) et même de l'ensemble des transferts aux collectivités locales (42 %).

Les PSR s'élèveraient à 44,2 milliards € en 2025, en baisse par rapport à la LFI 2024. Cette évolution s'explique notamment par :

- La stabilisation en valeur de la DGF
- La diminution prévue du FCTVA de 258 millions €
- La minoration des variables d'ajustement de 487 millions €
- La compensation de la réduction de 50 % des valeurs locatives de taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) et de cotisation foncière des entreprises (CFE) des locaux industriels en hausse de 274 millions €
- La fin du dispositif de soutien exceptionnel pour les collectivités face à la croissance des prix de l'énergie qui était de 400 millions € en LFI 2024.

La fixation pour 2025 du montant de la DGF et des variables d'ajustement :

Le PLF 2025 initial prévoyait une stabilité en valeur de la dotation globale de fonctionnement (DGF) : elle serait fixée à 27,2 milliards € pour 2025.

Le PLF 2025 initial proposait une **minoration importante de 487 millions € des variables d'ajustement**, supportée par l'ensemble des niveaux de collectivités. Pour rappel, la minoration était de 47 millions € en 2024.

Les montants individuels seraient calculés au prorata des recettes réelles de fonctionnement comme les années passées.

en millions €	Montants 2025
Fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle (FDPTP)	
Bloc communal	-58
Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle (DCRTP)	
Communes	- 52
EPCI à fiscalité propre	- 149
Départements	- 39
Régions	- 189
TOTAL minoration	- 487

La répartition de la DGF :

L'article 61 du PLF 2025 initial prévoyait une augmentation du niveau des dotations de péréquation au sein de la DGF :

- Majoration de **290 M €** des dotations de péréquation des communes

}
 - **150 M €** de dotation de solidarité rurale (**DSR**)
 - **140 M €** de solidarité urbaine et de cohésion sociale (**DSU**)

Afin que le nombre de bénéficiaires soit le plus large possible, le projet du gouvernement de Michel Barnier était de répartir la hausse de la DSR au minima à 60 % sur sa deuxième part appelée « péréquation » car cette fraction de DGF revient à presque toutes les communes de moins de 10 000 habitants. La DGF étant stable, le financement de cette hausse de péréquation se ferait par un prélèvement de la part « forfaitaire », c’est pourquoi un certain nombre de communes verraient leur DGF diminuer.

La création de deux nouvelles dotations en LFI 2024 (le reversement obligatoire aux communes, par leur EPCI à fiscalité propre d’appartenance, de la CPS quand elles appartiennent à un EPCI à fiscalité additionnelle et la dotation pour les communes nouvelles) rend nécessaire l’évolution du calcul des indicateurs financiers des collectivités. Le reversement obligatoire de la CPS serait ainsi intégré au potentiel fiscal des communes et la dotation en faveur des communes nouvelles serait quant à elle incorporée au potentiel fiscal et au potentiel financier agrégé.

Afin d’améliorer la prévisibilité et de renforcer juridiquement les données utilisées pour la répartition de la fraction « bourg centre » de la dotation de solidarité rurale (DSR), l'article 61 du PLF 2025 figeait la liste des unités urbaines utilisées au 1er janvier de l’année de répartition telle qu’elle est publiée officiellement sur le site de l’INSEE.

Concernant l’éligibilité à la fraction « cible » de la DSR, la moyenne sur trois ans du revenu par habitant de la commune serait utilisée. Afin de répondre aux cas des communes sous secret fiscal ou des communes issues d’une défusion, cet article proposait de retenir la moyenne sur trois ans du revenu par habitant moyen du groupe démographique de la commune lorsque le revenu fiscal de référence de la commune n’est pas disponible sur l’une des trois dernières années.

Une autre proposition de cet article était de supprimer l’indexation de la dotation des groupements touristiques (DGT) sur l’évolution de la DGF.

Modulation des conditions d'attribution du FCTVA :

Pour 2025, le montant du fonds de compensation pour la taxe sur la valeur ajoutée (FCTVA) serait en diminution de 258 millions €.

En effet, il était prévu :

- Une baisse du taux de compensation forfaitaire : **14,850 %** à partir du 1er janvier 2025 contre 16,404 % en 2024
- De plus, l'article 30 du PLF 2025 initial prévoyait **l'exclusion des dépenses de fonctionnement de l'assiette éligible**, l'objectif étant de recentrer le FCTVA sur l'investissement public local. Cette disposition du PLF ne permettrait plus aux collectivités de prétendre à une compensation d'une partie de la TVA sur certaines dépenses de fonctionnement (dont l'entretien des bâtiments publics et de la voirie, l'entretien des réseaux et enfin les fournitures de prestations de solutions relevant de l'informatique en nuage mais ces dernières resteraient compensées à un taux de 5,6 % pour les réalisations en 2023 ou 2024 qui donnent lieu à un versement de FCTVA en 2025 ou 2026).

Nette diminution du fonds vert par rapport à 2024 :

Le PLF 2025 initial prévoyait que le fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires, appelé aussi fonds vert, soit de 1 milliard € en 2025.

Pour rappel, il était de 2,5 milliards € en 2024 et 2 milliards € en 2023, année de création du fonds.

Répartition du FPIC :

Le calcul des indicateurs financiers utilisés pour la répartition du fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) a été modifié (article 240 de la LFI 2024) en remplaçant le produit de la cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE) perçu par le bloc communal par la fraction de TVA perçue en compensation de la suppression de cet impôt.

L'article 62 du PLF 2025 initial incluait cette fraction de TVA dans les ressources fiscales agrégées qui servent de référence pour l'application éventuelle d'un plafonnement du prélèvement du FPIC et rendrait cette mesure applicable à la répartition du fonds effectuée en 2024.

2) Les mesures concernant la fiscalité

Stabilisation en valeur au titre de 2025 des fractions de TVA affectées aux collectivités locales :

Au fil des années, les collectivités locales ont perçu des fractions de TVA nationale en lieu et place de la perception d'impôts locaux (cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises, taxe d'habitation sur les résidences principales) ou de dotation (DGF des régions).

La compensation prend la forme d'une fraction de TVA nationale figée qui donne lieu à un montant reversé chaque année en fonction du montant de TVA nationale.

L'article 31 du PLF 2025 initial proposait que la fraction de TVA versée à chaque collectivité locale au titre de l'année 2025 soit exceptionnellement égale au montant perçu en 2024 (après régularisation).

Ainsi la dynamique de la TVA serait conservée sur le budget de l'État pour associer les collectivités locales à l'effort de redressement des comptes publics.

Clarification des modalités de calcul de l'atténuation des variations de valeurs locatives des locaux professionnels :

La valeur locative des locaux professionnels, utilisée dans l'assiette de la taxe foncière sur les propriétés bâties et de la cotisation foncière des entreprises, repose depuis 2017 sur un tarif par m² en fonction de la catégorie du local. Le prix par m² est calculé en fonction des loyers constatés par zone géographique et est mis à jour périodiquement.

Lors de la mise en œuvre de ces nouvelles modalités de calcul, trois mécanismes sont mis en place pour limiter les variations trop fortes (coefficient de neutralisation, un lissage ainsi qu'un «planchonnement» (atténuation de moitié des variations (hausse ou baisse) après application après application du coefficient de neutralisation), les deux derniers ne s'appliquant pas aux constructions achevées après le 31 décembre 2016).

L'article 16 du PLF 2025 initial proposait de préciser les modalités de calcul du «planchonnement» : à compter de l'imposition due au titre de l'année 2023, ce dernier ne serait pas calculé par comparaison entre la valeur locative 2016 et la dernière valeur locative révisée mais entre la valeur locative 2016 et celle de 2017.

Report de la suppression de la CVAE :

La LFI 2021 avait initié l'allégement de l'imposition des entreprises françaises afin de soutenir leur compétitivité, notamment en divisant par deux le taux de CVAE.

La LFI 2023 a été plus loin en supprimant progressivement la CVAE pour les entreprises (taux 2023 réduit puis suppression complète en 2024). Du côté des collectivités (départements et bloc communal), la perte de CVAE est effective dès 2023 et compensée par une fraction de TVA nationale, la part de CVAE perçue à partir de 2023 étant affectée au budget de l'État.

La LFI 2024 a aménagé la suppression de la CVAE avec une réduction progressive du taux (0,28 % en 2024, 0,19 % en 2025 et 0,09 % en 2026) pour une suppression en 2027.

Comme pour la LFI 2024, l'article 15 du PLF 2025 initial n'impactait pas les collectivités puisqu'il ne proposait pas de retour arrière sur l'affectation de la CVAE au budget de l'État.

La proposition faite dans cet article impactait les entreprises car la suppression de la CVAE serait reportée de trois ans. Ainsi, le taux 2024 serait conservé jusqu'en 2027 (0,28 %), avant la diminution progressive (0,19 % en 2028 et 0,09 % en 2029) puis une suppression totale en 2030.

Par conséquent, le plafonnement de la contribution économique territoriale (Contribution foncière des entreprises + CVAE) serait adapté aux modifications de taux de la CVAE : il resterait identique jusqu'en 2027 puis diminuerait aussi progressivement pour ne porter sur la CFE qu'à partir de 2030.

Intégration des communes anciennement classées en zone de revitalisation rurale (ZRR) dans le nouveau zonage France ruralités revitalisation (FRR) et prorogation du dispositif d'exonérations fiscales et sociales dans les bassins d'emploi à redynamiser :

La LFI 2024 remplace trois dispositifs : BER (bassins d'emploi à redynamiser), ZRR (zones de revitalisation rurale) et ZoRCoMIR (zones de revitalisation des commerces en milieu rural) par un zonage unique nommé « France Ruralités Revitalisation » (FRR). Cette disposition effective depuis le 1er juillet 2024 met en œuvre un régime unique plus lisible pour accompagner au mieux les territoires.

Sur le plan de la fiscalité locale, pour les communes concernées, cela leur offre la possibilité de mettre en place des exonérations sur la taxe foncière sur les propriétés bâties et la cotisation foncière des entreprises pour celles exonérées de l'impôt sur les bénéfices (impôt sur les revenus ou impôt sur les sociétés).

Pour rappel, un 1er zonage dit de « socle » intègre :

- Les communes de moins de 30 000 habitants membres d'un EPCI à fiscalité propre qui répond à des critères de faible densité de population et de faible revenu disponible par unité de consommation

Ces critères peuvent également s'appliquer à un bassin de vie pour que les communes situées dans ce dernier puissent entrer dans le zonage sur proposition du préfet de région si l'intérêt général le justifie :

- Les communes de Guyane et de la Réunion listées par décret

Les communes de ce zonage peuvent entrer dans un zonage « plus » si elles appartiennent à un EPCI à fiscalité propre confronté à des difficultés particulières (revenus, population, emploi) depuis au moins dix ans. Dans ce cas, le soutien de l'État y est plus important.

L'article 27 du PLF 2025 initial proposait d'élargir le zonage « socle » aux 2 168 communes présentant une situation fragile qui entraient dans les ZRR mais qui ne répondaient pas aux critères ci-dessus. Ainsi, elles entreraient dans le dispositif FRR (rétroactivement depuis le 1er juillet 2024) et ce jusqu'au 31 décembre 2027.

3) Mesures concernant les autres thèmes

Instauration et affectation d'un fonds de réserve au profit des collectivités territoriales :

Afin que les collectivités territoriales contribuent à l'effort de redressement des finances publiques et pour accentuer la péréquation entre collectivités, l'article 64 du PLF 2025 initial

proposait la création d'un prélèvement sur les montants d'imposition qui leur seraient reversés à partir de 2025.

Seraient concernées les collectivités dont les dépenses réelles de fonctionnement du budget principal du compte de clôture 2023 seraient supérieures à 40 millions €, sauf pour les collectivités répondant aux critères ci-dessous en 2024 :

- Les 250 premières communes éligibles à la dotation de solidarité urbaine (DSU)
- Les 2 500 premières communes éligibles à la fraction péréquation de la dotation de solidarité rurale (DSR)
- Les établissements publics territoriaux (EPT) dont l'ensemble intercommunal n'est pas contributeur au fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FNPIC)
- Les 300 premiers EPCI classés en fonction de l'indice d'écart de potentiel fiscal et de revenu imposable, utilisé pour la part péréquation de la dotation d'intercommunalité
- Les 25 premiers départements classés en fonction de l'indice de fragilité sociale
- Les collectivités non-contributrices au fonds de solidarité régional (FSR)

Ainsi 450 collectivités seraient visées par cette mesure.

Le montant global du prélèvement serait égal à la différence (si elle est positive) entre un solde de référence (solde prévisionnel de la LFI de l'année) et le solde effectivement réalisé au cours de l'année précédente. Le montant (3 milliards € pour l'année 2025) serait déterminé par un arrêté ministériel.

Le montant global serait réparti sur l'ensemble des collectivités concernées au prorata des ressources nettes (fiscalité directe locale, TICPE, frais de gestion) versées l'année précédente.

Le prélèvement par collectivité ne pourrait pas être supérieur à 2 % de leurs recettes réelles de fonctionnement du budget principal du dernier compte de clôture disponible au 1er janvier de l'année (par exemple pour 2025, ce serait le compte de clôture 2023). Ce prélèvement serait réalisé sur les douzièmes de fiscalité et serait affecté au fonds de réserve des collectivités territoriales pour abonder la péréquation horizontale (entre collectivités).

Adaptation des tarifs d'accise sur l'électricité et diverses simplifications et sécurisations :

Avec la fin du « bouclier tarifaire » (mécanisme visant à limiter la hausse des tarifs de l'électricité), les tarifs d'accise sur l'électricité (fiscalité acquittée par les fournisseurs d'électricité et qui intègre les taxes locales sur la consommation finale d'électricité) vont retrouver leurs niveaux habituels à compter du 1er février 2025.

L'objectif du gouvernement est que le tarif réglementé d'électricité baisse de 9 % en 2025, ainsi l'article 7 du PLF 2025 initial proposait d'offrir la possibilité de prendre un arrêté ministériel modifiant les tarifs d'accise, si cela s'avérait nécessaire pour garantir l'atteinte de cet objectif.

III – LES GRANDES ORIENTATIONS POUR L'ANNEE 2025

A – La stratégie financière

Le budget primitif 2025 a notamment été bâti sur les principales orientations suivantes :

- Le rebond de l'excédent de fonctionnement (chapitre 002), à 6,2 M€ après 3 années de forte diminution (passage de 10 M€ à 7 M€ puis à 4 M€) permet de dégager un virement à la section d'investissement (chap 023/021), sans recourir à l'emprunt. Il faut cependant noter que le chapitre 002 est essentiellement à ce niveau du fait de la non affectation du résultat 2024 à la section d'investissement (pas de besoin de financement au 1068) et non du seul fait du résultat 2024 de la section de fonctionnement (2 110 K€).
- Les taux des impôts locaux resteront stables ;
- Les dépenses réelles de fonctionnement augmentent de 4,44% dans un contexte inflationniste doublé de l'inscription de projets nouveaux en fonctionnement (cf infra) ;
- Les principaux produits de fonctionnement, sont en stagnation. L'apparente baisse des recettes réelles de fonctionnement est à nuancer du fait du retraitement à opérer sur le chapitre 77 ayant enregistré une cession importante en 2024 ;
- Poursuite de l'optimisation de l'épargne et de sa mobilisation pour être au plus des orientations d'investissement de la commune ;
- Les dépenses d'investissement resteront à un niveau très soutenu pour une commune de la strate de Bras-Panon.

B – Les résultats 2024 et leur affectation

L'approbation du compte administratif 2024 avant le vote du budget primitif 2025 entraine obligatoirement la reprise et l'affectation des résultats 2024 selon le détail estimatif suivant :

Situation prévisionnelle au 31/12/2024 (k€)	Budget Principal Ville	Budget annexe Pompes funèbres
Résultat de fonctionnement cumulé	6 201	34,6
Résultat d'investissement cumulé	912	4,2
Résultat total cumulé	7 113	38,8
Solde des restes à réaliser d'investissement	+ 669	0
Besoin de financement à couvrir	0	0
Affectation des résultats 2024 proposée en 2025		
- Affectation sur le compte R1068	0	25
- Affectation sur le compte R002	6 201	9,6
Report sur le compte R001 (R001 pour PF)	912	4,2

C – Les prévisions budgétaires détaillées pour l'année 2025

1) Le budget principal

a) L'évolution des dépenses et recettes de fonctionnement

- Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses réelles de fonctionnement devraient connaître selon les orientations 2025 une augmentation de +4,44% avec les principales observations suivantes :

- Le chapitre 011 enregistre les charges courantes de fonctionnement des services. Il est contenu sous la barre des 4,8 millions d'euros, malgré les fortes demandes des services communaux (5,5 millions d'euros) dues à des créations d'équipements, de projets, de services (funéraire, PAT, vanille, Clspd, CTG) ou issues d'aléas économiques extérieurs (Foire, restauration).
- L'augmentation des charges (chap. 012) de personnel (titularisation, primes, GVT), en évolution de 3% par rapport au CA 2024 (cf. partie V);
- Une augmentation importante du (chap. 65) due aux subventions associatives, aux subventions allouées au CCAS, à la cotisation au SDIS, aux bourses prévisionnelles ;
- Les charges exceptionnelles (chap. 67) qui ont vocation à rembourser en 2025 un indu de subvention datant de 2016 ;
- Des charges financières (chap. 66) stables ;
- Un virement à la section d'investissement (chap. 023 = autofinancement prévisionnel) qui remonte à 6,7 millions d'euros (conséquence de la non affectation au besoin de financement de la section d'investissement art.1068). Pour mémoire l'inscription était de 7,8 M€ en 2023 et 3,6 M€ en 2024.

Les dépenses prévisionnelles de fonctionnement (k€)	CA	DOB	Évolution en %
	2024	2025	
Chapitre 011 – Charges à caractère général	4 584,4	4 797,2	4,6%
Chapitre 012 – Charges de personnel	11 553,3	11 899,9	3,0%
Chapitre 014 – Atténuations de produits	2,7	0,0	-100,0%
Chapitre 65 – Autres charges de gestion courante	3 586,1	3 822,8	6,6%
Chapitre 66 – Charges financières	143,0	140,8	-1,5%
Chapitre 67 – Charges exceptionnelles	1,2	79,6	6455,6%
Chapitre 68 – Dotation aux amortissements et provisions	0,0	10,0	so
Sous-total mouvements réels	19 870,7	20 750,4	4,4%
Chapitre 042 – Opérations d'ordre	2 159,0	700,0	-67,6%
Chapitre 023 – Virement à la section d'investissement	0,0	6 738,2	so
TOTAL	22 029,7	28 188,6	28,0%

- *Les recettes de fonctionnement*

Les hypothèses retenues sur les recettes de fonctionnement sont les suivantes :

- Les tarifs communaux (chap. 70) seront reconduits à l'identique en 2025 ;
- Aucune hausse des taux de la fiscalité directe locale (chap. 731), le produit devrait néanmoins augmenter compte tenu du coefficient de revalorisation des valeurs locatives en 2025 (+1,7%) et de l'évolution physique naturelle de l'assiette. L'octroi de mer et le Fpic sont les postes inscrits avec prudence ;
- La dotation forfaitaire de la DGF et la dotation d'aménagement (chap. 74) devraient être stables, cependant le chapitre est en baisse, principalement à cause de la recette de PARS exceptionnellement perçue en 2024 pour 2 exercices (2023 et 2024) ;
- Le chapitre 77 impacte l'évolution des recettes réelles de fonctionnement et doit être retraité car il inclut une cession importante de terrain ;
- Un report d'excédent de fonctionnement (chap. 002) en augmentation puisque non mobilisé pour le financement des investissements.

Les recettes prévisionnelles de fonctionnement (k€)	CA	DOB	Évolution en %
	2024	2025	
Chapitre 70 – Produit des services et du domaine	1 144,4	1 094,3	-4,4%
Chapitre 731 – Fiscalité locale	5 633,2	5 666,6	0,6%
Chapitre 73 – Impôts et taxes	10 010,4	9 825,6	-1,8%
Chapitre 74 – Dotations et subventions	5 573,7	5 050,4	-9,4%
Chapitre 75 – Autres produits de gestion courante	106,3	91,0	-14,4%
Chapitre 76 – Produits financiers	0,6	0,0	-100,0%
Chapitre 77 – Produits exceptionnels	1 386,8	0,1	-100,0%
Chapitre 78 – Reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	3,9	0,1	-97,4%
Chapitre 013 – Atténuations de charges	152,5	124,0	-18,7%
Sous-total mouvements réels	24 011,6	21 852,2	-9,0%
Chapitre 002 – Résultat de fonctionnement reporté	4 090,8	6 201,4	51,6%
Chapitre 042 – Opérations d'ordre	128,7	135,0	4,9%
TOTAL	28 231,1	28 188,6	-0,2%

Enfin, l'évolution des principales recettes fiscales et dotations de l'État entre 2024 et 2025 est détaillée dans le tableau ci-dessous :

Évolution des principales recettes fiscales et dotations de l'État (k€)	CA	DOB	Évolution en %
	2024	2025	
Octroi de mer	7 680,5	7 500,0	-2,4%
Fiscalité directe locale	4 911,2	4 994,6	1,7%
Taxe sur les carburants	1 517,2	1 540,1	1,5%
DGF – dotation forfaitaire	1 456,6	1 456,0	0,0%
DGF – dotation d'aménagement	1 723,1	1 750,0	1,6%
Attribution de compensation (CIREST)	423,5	423,5	0,0%
Compensations des exonérations fiscales	489,6	430,0	-12,2%
FPIC (fonds de péréquation des ressources intercommunales et communales)	378,7	352,0	-7,0%
Taxe additionnelle aux droits de mutation	137,6	110,0	-20,0%
TOTAL	18 718,0	18 556,2	-0,9%

b) L'évolution des dépenses et recettes d'investissement

- *Les dépenses d'investissement*

Les dépenses d'équipement brut (total des chapitres 20, 21 et 23) devraient s'élever à 17 M€ en 2025.

Elles correspondent pour 4,2 M€ à des restes à réaliser engagés sur les chantiers en cours et pour restant, aux projets du PPI 2025-2026.

Le remboursement du capital des emprunts (750 K€) est issu de l'état de la dette à jour au 1^{er} janvier 2025.

Le solde d'investissement reporté (chap. 001) est nul en 2025.

Les dépenses prévisionnelles d'investissement (k€)	CA	DOB	Évolution en %
	2024	2025	
Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves	0,0	0,0	so
Chapitre 16 – Emprunts, dettes assimilées	690,5	750,0	8,6%
Chapitre 20 – Immobilisations incorporelles	120,0	793,2	561,1%
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles	1 166,3	2 275,2	95,1%
Chapitre 23 – Immobilisations corporelles	5 853,6	13 993,3	139,1%
Chapitre 26 – Autres immobilisations financières	0,0	0,5	so
Chapitre 27 – Autres immo financières	0,7	0,5	-28,6%
Sous-total mouvements réels	7 831,0	17 812,7	127,5%
Chapitre 001 – Solde d'investissement reporté	3 921,8	0,0	-100,0%
Chapitre 040 – Opérations d'ordre	149,1	135,0	-9,4%
Chapitre 041 – Opérations patrimoniales	294,4	1 000,0	239,7%
TOTAL	12 196,3	18 947,7	55,4%

NB : les RAR en dépenses sont d'un montant de : 4 248 861,50 euros

- *Le programme d'investissement – 2025 : 17 M €*

→ 4,2 M€ d'engagements comptables en cours sur des opérations démarrées

→ 12,8 M€ d'inscriptions nouvelles sur des opérations 2024/2027

Extrait du PPI – IB 2025 (liste non exhaustive)

Services généraux	1,8 M€
Informatique, téléservices	318 K€
Parc automobile	104 K€
Bâtiment Police	922 K€
Enseignement, Jeunesse	1,8 M€
École Paniandy	414 K€
Ecole Narassiguin	753 K€
Aménagements scolaires et cantines	498 K€
Sports	1,9 M€
Tennis	139 K€
Maisons de Quartiers	146 K€
Terrains synthétiques + gymnase	895 K€
Piscine	290 K€
Beach volley	201 K€
Economie, culture et Social	3,1 M€
Centre social	434 K€
Route de la Vanille	2,6 M€
Labo d'innovation territoriale	136 K€
Parcours santé	271 K€
Aménagement, voirie et environnement	4,8 M€
Voirie Barbier Bras Pétard	43 K€
Voirie Roberto, avocatsiers	314 K€
Autres ponts	195 K€
Voiries Bengali	2,8 M€
Chemin RDM Ducroisy Ma Pensée	84 K€
Rue des Jamalacs	112 K€
Radiers et transition écologique	345 K€
Chemin Castaingt	526 K€
Foncier	1 M€
Domaine la Paix	604 K€
Affaires funéraires	840 K€
Chambre funéraire	181 K€
Cimetières	658 K€

- *Les recettes d'investissement*

Les recettes réelles d'investissement relèvent essentiellement de 2 catégories :

- Les fonds d'investissement (chap.10), dont : le FCTVA (compte 10222, 984 k€), la taxe d'aménagement (compte 10226, 120 k€), l'affectation du résultat en réserve (compte 1068) s'élèvera à 0€ car aucun besoin de financement n'est à signaler sur l'exercice 2025 alors que celui-ci était de 5,4 M€ l'année précédente ;
- Les subventions d'investissement (chap.13) : 8,4 M€ dont 4,9 M€ de RAR et l'engagement de nouvelles subventions importantes comme le PDT ;
- Aucun emprunt ne serait nécessaire au stade du budget primitif. La mobilisation d'un emprunt pourra faire cependant l'objet d'un nouvel arbitrage en cours d'année.

- La récupération exceptionnelle d'une somme consignée (chap.27) disparaît ;
- Le caractère exceptionnel des opérations de cessions en 2024 explique également la variation du chapitre 040 en 2025.
- Des opérations patrimoniales (chap.041), sont inscrites mais budgétairement neutres.

Les recettes prévisionnelles d'investissement (k€)	CA	DOB	Évolution en %
	2024	2025	
Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves	7 431,6	1 104,2	-85,1%
Chapitre 13 – Subventions d'investissement	3 151,0	8 493,5	169,5%
Chapitre 16 – Emprunts, dettes assimilées	0,2	0,1	-56,5%
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles	0,0	0,0	so
Chapitre 23 – Immobilisations corporelles	0,6	0,1	-82,9%
Chapitre 26 – Participations et créances rattachées	50,0	0,0	-100,0%
Chapitre 27 – Autres immo financières	0,7	0,0	-100,0%
Chapitre 024 – Produits des cessions d'immobilisations	0,0	0,0	so
Sous-total mouvements réels	10 634,1	9 597,9	-9,7%
Chapitre 001 – Solde d'investissement reporté	0,0	911,6	so
Chapitre 021 – Virement de la section de fonctionnement	0,0	6 738,2	so
Chapitre 040 – Opérations d'ordre	2 179,4	700,0	-67,9%
Chapitre 041 – Opérations patrimoniales	294,4	1 000,0	239,7%
TOTAL	13 107,8	18 947,7	44,6%

NB : les RAR en recettes sont d'un montant de : 4 918 149,95 euros

2) Le budget annexe des pompes funèbres

a) L'évolution des dépenses et recettes d'exploitation

- *Les dépenses d'exploitation*

Les dépenses réelles de fonctionnement du service sont prévues à 9 k€ en 2025.

Les dépenses prévisionnelles d'exploitation (k€)	CA 2024	DOB 2025	Évolution en %
Chapitre 011 – Charges à caractère général		9,0	so
Chapitre 67 – Charges exceptionnelles			so
Sous-total mouvements réels	0,0	9,0	so
Chapitre 023 – Virement à la section d'investissement			so
Chapitre 042 – Opérations d'ordre	4,2	5,9	40,5%
TOTAL	4,2	14,9	so

- *Les recettes d'exploitation*

Les recettes de la section de fonctionnement devraient atteindre 14,9 k€ en 2025. La principale ressource est le résultat de fonctionnement reporté (9,6 k€, chapitre 002).

Les recettes prévisionnelles d'exploitation (k€)	CA 2024	DOB 2025	Évolution en %
Chapitre 70 – Produit des services et du domaine	12,0	5,3	so
Sous-total mouvements réels	12,0	5,3	so
Chapitre 002 – Résultat de fonctionnement reporté	26,8	9,6	so
TOTAL	38,8	14,9	so

b) L'évolution des dépenses et recettes d'investissement

- Les dépenses d'investissement*

Le budget des pompes funèbres réalise généralement très peu d'investissement (petit matériel, outillage et fournitures). Cependant une inscription budgétaire est programmée en complément du budget principal pour des aménagements divers du cimetière.

Les dépenses prévisionnelles d'investissement (k€)	CA 2024	DOB 2025	Évolution en %
Chapitre 21 – Immobilisations corporelles		20	so
Chapitre 23 – Immobilisations en cours	37,9	21,2	so
Sous-total mouvements réels	37,9	41,2	so
Chapitre 001 – Solde d'investissement reporté			so
TOTAL	37,9	41,2	so

- Les recettes d'investissement*

La section s'équilibre par le virement entre sections, l'affectation du résultat et l'excédent d'investissement reporté.

Les recettes prévisionnelles d'investissement (k€)	CA 2024	DOB 2025	Évolution en %
Chapitre 10 – Dotations, fonds divers et réserves	19,3	31	so
Chapitre 021 – Virement de la section d'exploitation			so
Chapitre 001 – Solde d'investissement reporté	18,6	4,2	so
Chapitre 040 – Opérations d'ordre	4,2	5,9	so
TOTAL	42,1	41,1	so

D – Les indicateurs financiers

1) Les indicateurs d'épargne et d'endettement du budget principal

Évolution des indicateurs financiers en k€	CA	DOB	Évolution en valeur	Évolution en %
	2024	2025		
Épargne brute (= recettes réelles de fonctionnement – dépenses réelles de fonctionnement + travaux en régie)	2 883,5	1 236,8	-1 646,7	-57,1%
Épargne nette (= épargne brute – remboursement du capital de la dette)	2 193,0	486,8	-1 706,2	-77,8%
Capacité de désendettement en années (= encours de la dette / épargne brute)	1,9 ans	3,7 ans	1,9 ans	100,6%

2) L'évolution des dépenses de fonctionnement

L'article 13 de la LPFP 2018-2022 prévoit qu'à l'occasion du débat sur les orientations budgétaires, chaque collectivité locale présente ses objectifs concernant l'évolution des dépenses de fonctionnement, exprimées en valeur, en comptabilité générale de la section de fonctionnement.

Les tableaux ci-dessous présentent l'évolution des dépenses réelles de fonctionnement entre 2024 et 2025, pour le budget principal et pour les budgets annexes.

Évolution des dépenses réelles de fonctionnement	CA 2024	DOB 2025	Évolution en valeur €	Évolution en %
Total des dépenses réelles de fonctionnement du budget principal	19 718,3	20 626,4	908,1	4,6%
Total des dépenses réelles de d'exploitation budget annexe pompes funèbres	0,0	9,0	9,0	so

NB : les dépenses affichées dans le tableau ci-dessus correspondent aux seuls comptes de la classe 6 des dépenses réelles de fonctionnement : les atténuations de produits du chapitre 014 ne sont pas retenues dans le calcul des dépenses réelles de fonctionnement, à la différence des atténuations de charges du chapitre 013 qui sont comptabilisées en déduction des charges.

IV – LA DETTE DU BUDGET PRINCIPAL AU 01.01.2025

A – État de la dette au 01.01.2025

- Synthèse de la dette**

Capital restant dû (CRD)	Taux moyen (ExEx,Annuel)	Durée de vie résiduelle	Durée de vie moyenne
5 179 741.79 €	2,11 %	10 ans et 4 mois	5 ans et 6 mois

- Dette par nature**

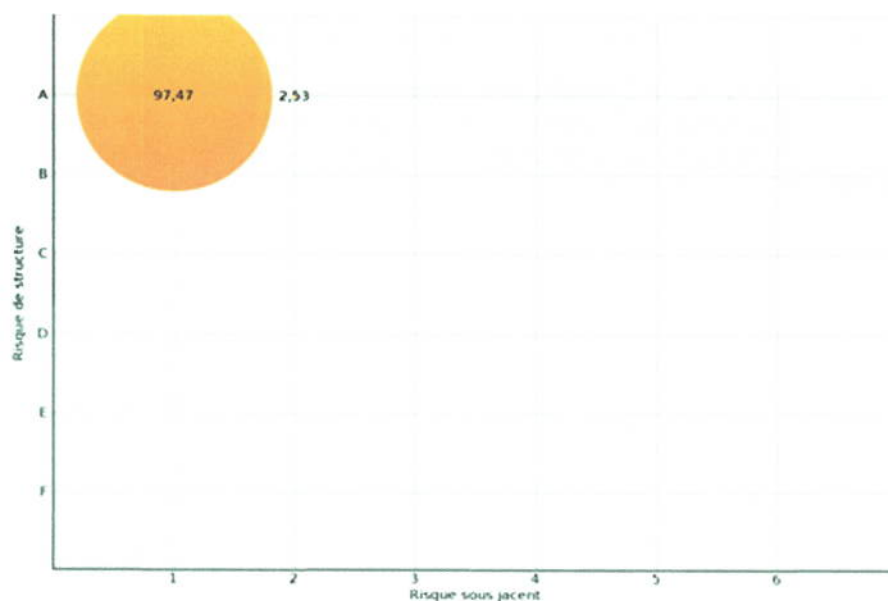
	Nombre de lignes	Capital Restant Dû	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Emprunts	8	4 960 201.79 €	2,08 %
Revolving non consolidés	1	219 540.00 €	2,68 %
Revolving consolidés		0.00 €	0,00 %
Dette	9	5 179 741.79 €	2,11 %

- Dette par type de risque**

Type	Capital Restant Dû	% d'exposition	Taux moyen (ExEx,Annuel)
Fixe	4 379 089.46 €	84,54 %	1,67 %
Variable	219 540.00 €	4,24 %	2,68 %
Livret A	450 000.00 €	8,69 %	5,27 %
Inflation	131 112.33 €	2,53 %	5,00 %
Ensemble des risques	5 179 741.79 €	100,00 %	2,11 %

- Dette selon la charte de bonne conduite (état CBC)**

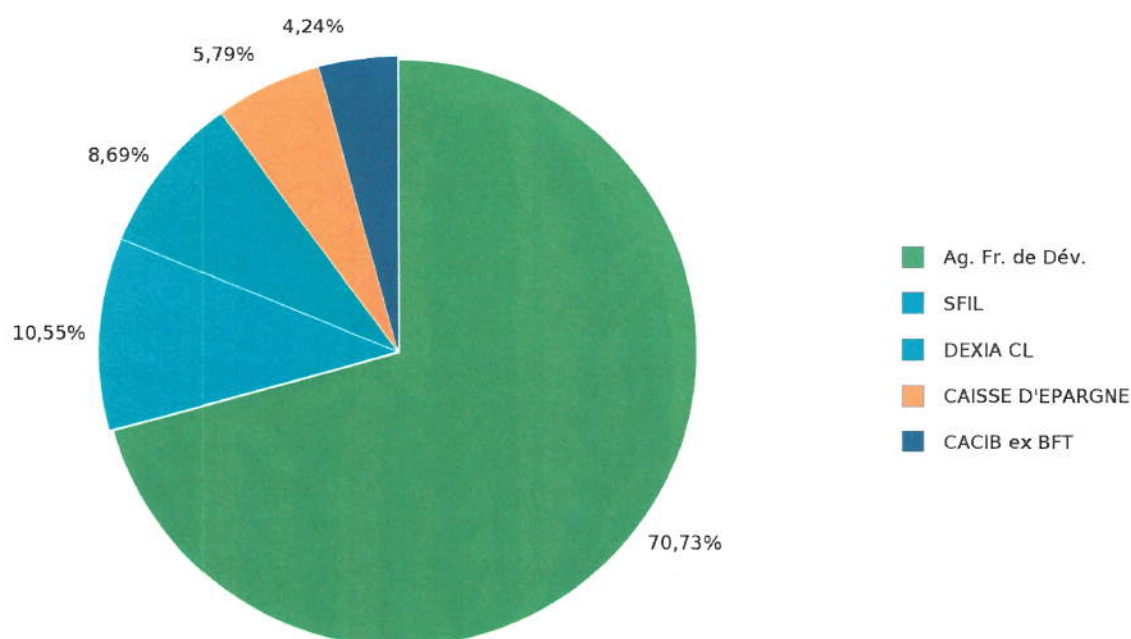
Selon la classification dite « Gissler » (produits structurés), la commune présente à ce jour une dette sécurisée à 100 % (classement sur le niveau A-1 = risque le plus faible).



(Taille de la bulle = % du CRD)

• **Dettes par prêteur**

Prêteur	Capital Restant Dû	% du CRD	Disponible (Revolving)
Agence Française de Développement	3 663 539.68 €	70,73 %	
SFIL CAFFIL	546 662.11 €	10,55 %	
DEXIA CL	450 000.00 €	8,69 %	
CAISSE D'EPARGNE	300 000.00 €	5,79 %	
CACIB ex BFT CREDIT AGRICOLE	219 540.00 €	4,24 %	0.00 €
Ensemble des prêteurs	5 179 741.79 €	100,00 %	-



B – Dette par année

	2025	2026	2027	2028	2029	2034
Encours moyen	4 989 590 €	4 275 168 €	3 545 735 €	2 811 458 €	2 346 304 €	1 109 927 €
Capital payé sur la période	704 367 €	718 873 €	734 093 €	669 272 €	380 020 €	235 027 €
Intérêts payés sur la période	* 122 325 €	* 86 578 €	* 64 781 €	* 43 355 €	* 22 820 €	9 446 €
Taux moyen sur la période	2,06 %	1,74 %	1,51 %	1,12 %	0,91 %	0,79 %

C – Emprunts nouveaux envisagés sur 2025

Compte tenu des ressources attendues sur la section d'investissement, il est prévu de ne mobiliser aucun emprunt sur l'exercice 2025 sauf opportunités liées à des prêts relais-subventions ou des besoins très spécifiques (financements d'études, d'AMO).

D – Évolution du besoin de financement annuel

En application de la loi 2018-32 de programmation des finances publiques 2018-2022

<i>Évolution du besoin de financement annuel du budget principal en K€</i>	<i>Budget 2024</i>	<i>DOB 2025</i>	<i>Évolution en valeur €</i>	<i>Évolution en %</i>
<i>Emprunts souscrits (1)</i>	0	0	0	0%
<i>Remboursements de dettes (2)</i>	656	715	59	9%
<i>Besoin de financement (1) – (2)</i>	-656	-715	-59	9%

V – LES RESSOURCES HUMAINES

Le décret n° 2016-841 du 24 juin 2016 relatif au contenu ainsi qu'aux modalités de publication et de transmission du rapport d'orientations budgétaires dispose que l'autorité territoriale présente un rapport comportant, au titre du dernier exercice connu, les informations relatives à la structure des effectifs, aux dépenses de personnel et à la durée du temps de travail, de la collectivité, ainsi que l'évolution prévisionnelle des effectifs et des dépenses de personnel pour l'exercice auquel se rapporte le budget et éventuellement les éléments de gestion prévisionnelle des Ressources Humaines de la collectivité.

Rappel de l'évolution du chapitre 012 :

CA 2022 : 10 188
 CA 2023 : 10 705
 CA 2024 : 11 553
BP 2025 : 11 899

La gestion budgétaire des ressources humaines pour 2025 s'inscrit dans une approche prudente et anticipative malgré les incertitudes conjoncturelles, intégrant les évolutions réglementaires et les besoins spécifiques de la commune.

La stratégie adoptée par la commune repose sur une politique des ressources humaines ambitieuse, orientée vers :

- La réorganisation progressive des services, sur le plan structurel et le plan des métiers, permise par des départs à la retraite, toujours dans un objectif d'amélioration continue de l'efficacité collective.
- La gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC), qui permet d'anticiper les besoins futurs, l'évolution des métiers et d'ajuster les recrutements en matière d'expertise, favorisant l'ingénierie de projet.

- La formation continue et de développement des compétences des agents et des professionnels, pour un service public de qualité permettant l'épanouissement professionnel.
- La valorisation des carrières visant à maintenir une forte motivation et fidélisation au sein des équipes.

Cette approche globale et systémique contribue à assurer la continuité du service public tout en s'adaptant aux enjeux futurs.

A – Evolution des effectifs

Les effectifs totaux de la commune en 2024 sont 243 agents, avec une répartition entre titulaires, stagiaires, contractuels suivante :

- 127 titulaires et stagiaires répartis en 16 agents de catégorie A, 20 en catégorie B et 91 en catégorie C
- 37 agents contractuels permanents, principalement en catégorie B (4 agents) et catégorie C (33 agents)
- 52 agents contractuels en CDD non permanents
- 3 apprentis
- 24 service civique

Pyramide des âges

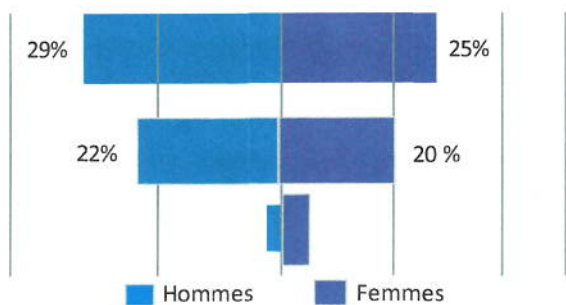
➡ En moyenne, les agents de la collectivité ont 50 ans

Age moyen * des agents permanents	
Fonctionnaires	52,58
Contractuels Permanents	45,58
Ensemble des permanents	50,22
Age moyen* des agents non permanent	
Contractuels non Permanents	43,21

de 50 ans et +

de 30 à 49 ans

Pyramide des ages
des agents sur emploi permanent



*L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge

➡ Répartition par genre et par statut

	Hommes	Femmes
Fonctionnaires	52%	48%
Contractuels	49%	51 %
Ensemble	51%	49%

ETAT DU PERSONNEL AU 31 DECEMBRE 2024			
STATUTS	CAT	POSTES OUVERTS	NOMBRE
TITULAIRES	A		16
	B		20
	C		91
	NOMBRE		127
C.D.I	A		
	B		4
	C		33
	NOMBRE		37
C.D.D.	A		1
	B		1
	C		50
	NOMBRE		52
APPRENTIS			3
	NOMBRE		3
SERVICE CIVIQUE			24
	NOMBRE		24
Total			243

ID : 974-219740024-20250

ETAT PREVISIONNEL DU PERSONNEL EN 2025

STATUTS	CAT	POSTES OUVERTS	NOMBRE
TITULAIRES	A		18
	B		18
	C		92
	NOMBRE		128
C.D.I	A		
	B		4
	C		34
	NOMBRE		38
C.D.D.	A		1
	B		2
	C		56
	NOMBRE		59
APPRENTIS			2
	NOMBRE		2
SERVICE CIVIQUE			24
	NOMBRE		24
Total			251

Depuis plusieurs années, la priorité est donnée à la proximité et à la qualité des services publics. Les agents des catégories A et B sont répartis entre les rôles d'encadrement et les fonctions techniques opérationnelles, garantissant un pilotage efficace des services tout en assurant leur bon fonctionnement au quotidien. La structure organisationnelle évolue de manière proactive, intégrant pleinement les agents dans les projets innovants et stratégiques, contribuant ainsi au développement futur de Bras-Panon.

En 2025, la structuration des effectifs se poursuivra avec les recrutements suivants :

- Un policier municipal prévu au mois de février 2025, afin de renforcer l'effectif du service
- Un instructeur d'autorisation d'urbanisme, recrutement prévu en février 2025
- Un adjoint technique affecté à l'ouverture de la nouvelle chambre funéraire
- Deux adjoint (es) d'animation à la crèche municipale
- Un adjoint technique au service funéraire
- Le remplacement des départs à la retraite, notamment dans les services techniques, pour assurer la continuité et l'efficacité du service

QUOTITE	STATUTS	2024	2025
• Temps Plein	Titulaire	124	125
	Non Titulaire	90	100
• 80 %	Titulaire	2	2
	Non Titulaire	0	0
• 70 %	Titulaire	1	1
	Non titulaire	0	0
	Service Civique	24	24
	Apprentis	3	2

B – Evolution prévisionnelle des dépenses de personnel

Pour 2025, le budget prévisionnel s'élève à 11 899 940, 04 €, soit une augmentation de 3 % par rapport au compte administratif de 2024 (+346 600,20 €), incluant le Glissement Vieillesse Technicité (GVT) ainsi que les éventuelles mesures de revalorisation des carrières et du SMIC, bien que ces dernières demeurent incertaines en raison de l'instabilité politique actuelle.

Année	2022	2023	2024	2025
Montant K€	10 188	10 705	11 553	11 899
Evolution				+ 3.00 %

C – Le temps de travail

Depuis le 1^{er} janvier 2022, l'ensemble des agents sont à 1 607 heures conformément à la loi de transformation de la fonction publique qui impose les 35 heures effectives et prévoit ainsi la suppression des régimes dérogatoires à la durée du temps de travail.

D – Les actions sociales

Les avantages en nature accordés au personnel communal sont les suivants :

- Une participation financière de 7 € obligatoire de l'employeur à compter du 1^{er} janvier 2025, pour les agents bénéficiaires ayant souscrits un contrat labellisé de la protection sociale complémentaire risque prévoyance, en application de l'article L 827-1 et suivants du Code Général de la fonction publique. Soit un montant de 8 484 € annuel
- Des titres restaurants seront revalorisés à compter du 1^{er} avril 2025 d'une valeur nominale de 7 € pour un montant de 308 000 € dont 184 800 € à la charge de la collectivité et 123 200 € à la charge des salariés (soit 60 % et 40 %). Soit une augmentation de 37400 € par rapport à 2024

- La prise en charge de repas de certains agents de la restauration scolaire (non bénéficiaires de tickets restaurant) dont l'avantage en nature s'est élevé en 2024 à 2 714 € pour 7 agents.

Pour mémoire, par son vote, l'assemblée délibérante prend non seulement acte de la tenue du débat mais également de l'existence du rapport sur la base duquel se tient le DOB. La délibération précise que son objet est le vote du DOB sur la base d'un rapport et fait apparaître la répartition des voix sur le vote.

La commission FINANCES/AFFAIRES GENERALES a émis un avis favorable à cette affaire le 28 janvier 2025.

A la majorité (2 abstentions), le Conseil Municipal :

- **Prend acte de la tenue du débat sur les orientations budgétaires 2025,**
- **Prend acte de l'existence du rapport sur la base duquel s'est tenu le DOB 2025,**
- **Délibère favorablement sur le débat des orientations budgétaires 2025,**
- **M'autorise à signer l'ensemble des pièces afférentes.**

**Le Maire,
séance,**


Jeannick ATCHAPA



Le secrétaire de


Mario EDMOND